

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 3

Artikel: Le brigadier Froidevaux à la tête de la Société Suisse des Officiers
Autor: Schneider, Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514662>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le brigadier Denis Froidevaux, président de la SSO, et son prédécesseur, le col EMG Hans Schatzmann.

Sociétés

Le brigadier Froidevaux à la tête de la Société Suisse des Officiers

Propos recueillis par le col EMG Peter Schneider

Monsieur le Brigadier, nous vous adressons nos félicitations les plus chaleureuses pour votre élection, le 17 mars dernier à Lucerne, à la présidence de la Société Suisse des Officiers (SSO). Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à vous mettre à disposition pour cette fonction, après avoir assumé pendant de longues années le poste de vice-président ?

Je suis très heureux et fier d'avoir été élu à la tête de la SSO, tout en étant parfaitement conscient de la responsabilité endossée et de la charge qui en découle. Pour ma part il faisait sens de répondre à la demande du comité, à savoir d'une part de reprendre la présidence en qualité de romand mais aussi de mettre à disposition ma large expérience dans le domaine sécuritaire, que ce soit à l'échelon cantonal ou fédéral. Et puis la SSO est une organisation à haute valeur ajoutée pour laquelle il vaut la peine de s'engager. Je suis très reconnaissant à tous mes prédécesseurs, à quelque niveau et fonction que ce soit. Sans eux nous n'en serions pas ici ce jour.

Je suis également reconnaissant à mes camarades alémaniques pour la confiance qu'ils me témoignent. Oui, romands et alémaniques, nous sommes différents, mais pas comme une certaine presse voudrait le dire ou le faire croire. Nos différences font notre richesse. L'armée à ceci d'incomparable qu'elle est un formidable outil d'intégration à l'échelon national et ça c'est une force !

Quelles sont vos exigences et demandes par rapport à la politique en général et au Conseil fédéral en plus particulier ?

Théoriquement il n'appartiendrait ni au président de la SSO, ni à la SSO d'être pour ou contre les propositions du conseil fédéral ! La SSO n'est pas l'organe d'évaluation du Conseil fédéral et encore moins celui du commandement de l'armée, loin s'en faut !

Malheureusement, les conditions cadres se dégradent, c'est une évidence, tout comme c'est une évidence que le

rôle de la SSO s'est profondément modifié au cours des dernières années. Il est ainsi pour le moins inquiétant de constater que le Conseil fédéral n'est plus à 100% derrière SON armée, derrière l'armée du peuple. Nous nous battons non pas contre le Conseil fédéral, mais en faveur d'une politique de sécurité gage de stabilité et de développement harmonieux du pays. Une politique de sécurité se construit à long terme, et l'armée, qui en est un des piliers essentiel, également. Vouloir limiter la réflexion à l'horizon d'une législature est une grave erreur qui semble être une pratique à la mode. Entre le vouloir et le pouvoir, il y a le devoir !

De plus la SSO attend du Conseil fédéral qu'il applique le principe: Enoncé-déduction-conséquences, et ne limite pas son approche sécuritaire à une approche essentiellement financière. Il est temps de se poser les vraies questions: quels sont les véritables intérêts stratégiques de ce pays, qu'entend-on faire pour réduire l'exposition aux risques, respectivement quels sont ces risques, que veut-on mettre en place pour protéger ces intérêts, et à partir de là on pourra parler de moyens, d'effectif, d'organisation. Aborder le problème en se posant préalablement la question de l'effectif de l'armée ou de son coût au fond représente une faute intellectuelle. La Suisse doit maintenant aborder les problèmes de sécurité en montrant les dents et non la bouche en cœur, n'en déplaise aux idéalistes et autres naïfs.

Il me semble que quatre points essentiels méritent d'être relevés:

Les équilibres géostratégiques se modifient et la position de la Suisse ne se renforce pas, au contraire; nous serons toujours plus isolés et de plus en plus seuls.

La raréfaction des ressources stratégiques et énergétiques vont conduire à des choix difficiles et délicats pour notre pays.

Le consumérisme et l'individualisme ainsi que le vieillissement de la population vont déséquilibrer le système social dans son ensemble.

Les besoins fondamentaux (santé-sécurité) vont continuer d'augmenter.

Que les marchands d'illusions qui vendent l'idée que la paix, la stabilité et la sécurité sont des acquis pour l'éternité remballent leurs stands, c'est faux! Dans cette situation, appuyons nous sur nos forces et nos valeurs et faisons preuve de courage et de solidarité!

Quels sont à l'avenir les dangers et problèmes les plus graves pour notre armée?

Je demande du respect vis-à-vis de l'engagement milicien, de la crédibilité dans l'attribution des ressources nécessaires à l'accomplissement de nos missions. Il n'est pas admissible de demander à un citoyen-soldat de remplir une obligation alors que le système ne lui permet de le faire dans des conditions acceptables faute de moyens! C'est inacceptable, d'autant que les économies réalisées ne semblent pas avoir été réaffectées au profit de l'armée (900 millions en trois ans!). Pensez par exemple aux difficultés logistiques connues en 2010, essentiellement dues à des ressources insuffisantes sous le couvert d'économies au profit du TTE, du moins le croyait-on, puisque on nous affirme aujourd'hui que ces économies seront versées à la caisse générale. Si c'est exact, c'est inadmissible et particulièrement pernicieux. Les changements incessants des conditions-cadre ainsi que le manque de cohérence entre le vouloir et le pouvoir sont néfastes pour la confiance et l'envie de servir son pays. Beaucoup semblent l'avoir compris et intégré dans leur stratégie.

Il faut absolument que ce qui a fait la force de cette armée soit préservé, à savoir :

La milice fondée sur l'obligation de servir. La milice c'est la solidarité dans ce qu'elle a de plus noble: servir son pays, ses valeurs et ses habitants.

L'armée est un système global avec des composantes terrestres, aériennes, de support. Vouloir affaiblir une des composantes c'est affaiblir l'armée dans son ensemble.

La capacité à intégrer toutes les couches de la population, toutes les provenances linguistiques et culturelles doit être garantie, même si cela a un coût.

La discipline, le respect et la rigueur qui ont trop souvent été bafoués par des cadres soit mal formés, soit incompetents.

La faculté d'utiliser la capillarité entre les mondes civils et militaires, en particulier dans le transfert de compétences. La décentralisation; l'armée se construit du bas vers le haut et non l'inverse.

La capacité à assumer réellement les trois missions clefs : Aider – protéger - combattre en sachant que la raison d'être de l'armée est et restera combattre.

Et, *last but not least*, il faut se lancer dans la bataille du sens, car chacun a besoin de donner du sens à son action. Il en va de même pour le citoyen soldat.

La réduction des effectifs de l'armée conduira tôt ou tard à une réduction des effectifs de la SSO et par la suite à une réduction de son influence dans l'entourage politique et social. Quelles mesures peut-on envisager pour maintenir, voir renforcer la position de la SSO pour les questions de politique de sécurité et d'armée?



Les engagements de l'armée de milice renforcent sa crédibilité.

Il va de soit que la réduction des effectifs est un souci permanent. Depuis de nombreuses années nous menons une intense politique de recrutement. Nous avons dans ce domaine besoin des cdt GU qui pourraient soutenir nos actions en informant les officiers de leurs EM de la valeur ajoutée que représente l'affiliation à la SSO. Nous allons aussi nous préoccuper des officiers libérés de leurs obligations militaires qui devraient rester parmi nous; officier un jour, officier toujours! Nous consacrons de gros efforts à nos publications, en particulier à l'ASMZ qui constitue un investissement important.

Quels changements envisagez-vous pour la SSO?

Nous travaillons depuis de nombreux mois à la modernisation de ses structures, sous le nom de couverture «SOG '13». Deux axes seront traités, en particulier :

La création de la Fondation des officiers de l'armée suisse qui nous permettra de bénéficier d'appuis pour nos actions, en particulier dans le domaine financier. En effet nous ne voulons pas nous baser sur les cotisations pour les futures actions stratégiques à réaliser.

Le renforcement des structures de conduite par la création d'une fonction de secrétaire général, directement subordonné au président. Le but est de permettre au

président-milicien de se concentrer sur les activités de conduite, de renforcer la capacité d'action en termes de communication et de garantir un travail de lobbying renforcé.

Quel est le rôle assigné à la SSO dans le cadre d'autres organisations de politique de sécurité telles que l'AWM, VSWW, Giardino, Pro Militia, etc. ?

La SSO doit jouer le rôle qui est le sien, à savoir celui d'une société représentative des officiers de milice et de carrière, de tous grades, de toutes les générations et de toutes les armes. Il ne m'appartient pas de juger l'action des autres sociétés. Ceci étant, il est nécessaire de serrer les rangs et de garder notre cohérence. Si le front de celles et ceux qui défendent une politique de sécurité crédible et d'une armée à même de remplir le rôle qui est le sien se fissure, nos difficultés grandiront encore. Aussi soyons pragmatiques et rusés en sachant gommer nos différences et valoriser ce qui nous rassemble. Il s'agit de travailler en commun dans le respect de chacun mais avec des buts atteignables et crédibles. Au niveau de la SSO nous voulons l'armée dont nous avons besoin et non l'armée dont on a envie !

Que souhaitez-vous de la part des membres de la SSO ?

Que chacun – à son échelon – s'engage ! C'est le secret de la réussite, s'engager, communiquer, expliquer, convaincre par ses arguments et sa crédibilité et non par la polémique stérile. La SSO doit rester politiquement neutre, il en va de notre liberté de manœuvre et de notre crédibilité. Imaginez que chaque membre de la SSO puisse convaincre 20 personnes de la nécessité de disposer d'une armée digne de ce nom : ce seront plus de 450'000 personnes qui se seront ralliées à notre cause, et qui viendront s'ajouter à la majorité de la population attachée à une armée crédible. Je demande donc à chaque section, à chaque société cantonale et des armes et des services dynamisme, courage et volonté, le tout dans le respect de nos traditions empreintes de camaraderie et d'amitié. Nous aurons besoin de chacun.

Quel est le futur des publications Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift ASMZ, Revue Militaire Suisse RMS et Rivista Militare della Svizzera Italiana RMSI ? Collaboration plus étroite, plus d'échanges, « fusion » ? Quelles sont vos attentes par rapport à l'ASMZ, organe officiel de la SSO ?

Ces trois revues sont des bijoux et font partie de notre force de frappe en termes de communication. Je souhaite que certains articles soient publiés dans les trois revues, qu'une plus grande perméabilité soit instaurée entre les rédactions, le tout dans le respect des sensibilités de chacun. Il est clair que l'ASMZ, appartenant à la SSO, est au centre, s'agissant du plus gros tirage, mais aussi du plus gros budget ! Aussi j'attends que l'on poursuive les efforts entrepris depuis plusieurs années sous l'impulsion du président actuel de la commission le Lt col Peter Graf afin de disposer d'une information claire, critique mais constructive et à haute valeur ajoutée. Ceci étant, de manière plus vaste nous allons travailler la réforme de notre communication dans son ensemble, au travers de la modernisation de notre site internet, de l'usage des réseaux sociaux, etc.

Quels sont vos buts personnels en qualité de président de la SSO ?

Appliquer nos trois valeurs : Crédibilité, cohérence et loyauté, tout en conservant l'indépendance de la SSO et dans un souci de garder unie notre noble société. Agir sur trois axes prioritaires : défendre l'obligation de servir, sauvegarder l'équilibre entre prestations et ressources, et en dernier recours agir au niveau politique par l'entremise de notre initiative « pour une politique de sécurité crédible. »

Travailler dans un climat de confiance et de transparence vis-à-vis du commandement de l'armée, du chef du DDPS et des sections.

Merci monsieur le Brigadier pour cette interview.

Le renouvellement des Forces aériennes n'est pas encore acquis.

